

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N° 4475 - Vendredi 06 Octobre 2023 - Prix : 200 Fc

BANQUE CENTRALE DES COMORES

Devant la presse, le gouverneur Younoussa présente le rapport 2022



VANILLE

**Le prix de la vanille verte se fait
toujours attendre**

LIRE PAGE 3

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

**20 Rabioul Awal 1445
Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Octobre 2023**

Lever du soleil:

05h 51mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 34mn

Dhouhr : 11h 59mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib: 18h 06mn

Incha: 19h 20mn



RÉGULATION DES MÉDIAS AUX COMORES

Le monitoring des médias enfin inauguré au Cnpa

Le Conseil national de la presse et de l'audiovisuel (CNPA) appuyé techniquement et financièrement par la Haute autorité de la communication au Maroc (HACA) et la coopération française, a inauguré un monitoring des médias. La cérémonie inaugurale suivie d'une signature entre les deux institutions de régulation des médias des Comores et du Maroc a eu lieu en présence du ministre en charge de l'information, du président de la Ceni, et de l'ANRTIC.

Un monitoring des médias vient d'être inauguré au siège du Conseil national de la presse et de l'audiovisuelle (CNPA). Selon le président du CNPA Aboubakari Boina cet outil va permettre d'enregistrer plusieurs émissions de radio et de télévision dans le but ultime de les archiver, de les analyser, de faire de recherches, de pondre des rapports sur l'état de nos médias et le cas échéant pour instruire des contentieux potentiels sur telle ou telle émission, telle ou telle déclaration, telle ou telle prise de position. « Notre rôle n'est pas de censurer, mais au contraire, de permettre la liberté d'expression dans

l'éthique, la déontologie professionnelle et l'esprit de la loi », insiste-t-il. Il faut souligner au passage l'arrivée à Moroni d'une forte délégation de haut niveau de cinq personnes conduites par la Présidente et le Directeur de la Haute autorité de communication du Maroc qui vient faciliter l'installation de ce monitoring en collaboration avec de l'Ambassade de France et la coopération culturelle française.

Le ministre de l'intérieur a fait comprendre que le monitoring des médias va permettre de suivre pas à pas les médias, enregistrer les émissions et prises de paroles, archiver les données, faire des rapports conjoncturels ou périodiques. « C'est un moyen indispensable pour mesurer à la fois le niveau des médias et la maturité démocratique de tous les acteurs politiques, toutes tendances confondues sans omettre la société civile. Ma conviction profonde est de demander à la nouvelle équipe du CNPA de continuer à travailler au service à la fois de tous les médias et de tous les citoyens, tout en affermissant la coopération Sud-Sud, en élargissant la coopération bilatérale et en développant à la coopération multilatérale », montre Fakriddine Mahamoud, le ministre



de l'intérieur en charge de l'information.

La présidente de la HACA du Royaume du Maroc se réjouit d'être aux Comores puisque cette visite est une rencontre entre deux instances de régulation de deux pays africains dans le sens de voir ensemble ce que l'on peut faire au bénéfice de nos sociétés et les manquements. « Pour moi, c'est important d'ouvrir ce champ, ce portefeuille de la régula-

tion. On décrète qu'on est important pour le lien entre les deux sociétés. La régulation est une intervention publique autonome qui est destinée à deux ou trois choses. Le régulateur sert à promouvoir et consolider la liberté de la communication, favoriser et promouvoir un droit du citoyen d'accéder à une information de qualité et information de confiance. Il garantit le droit d'autres acteurs de l'écosystème médiatique

», avance Latifa Arkhabach. Après la cérémonie, une convention de partenariat a été signée entre le Conseil National de la Presse et de l'Audiovisuel des Comores et la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle du Royaume du Maroc.

Ibnou M. Abdou

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE :

Les oulémas protestent contre des images choquantes

Les oulémas du pays sont partis en guerre contre des manuels scolaires de la classe de CM1 et CM2, notamment des images sur la science reproductrice. Les oulémas ont rencontré le ministre de l'éducation nationale et ce dernier promet de prendre les mesures nécessaires pour régler ce problème.

Dans son prêche à Ntsoudjini en présence du chef de l'Etat, lors de la cérémonie marquant la célébration de la naissance du prophète, lundi 25 septembre

dernier, le Cadi Mohamed Othmane est monté au créneau contre les manuels scolaire des classes CM1 et CM2. D'après lui, dans des livres de science naturelle, on affiche des images « choquantes » qui sont contraires à la religion et à la culture comorienne. Il appelle les autorités compétentes à se réveiller puisque l'enfant de 10 à 11 ans n'a pas besoin de cette forme indécente d'illustration. Au lendemain de cette sortie, beaucoup d'oulémas et citoyens ont pris le relais. Mohamed Ousseine Dahalane, imam et prêcheur de la mosquée du vendredi de

Moroni interpelle les parents d'élèves en vue de sauver les valeurs traditionnelles en voie de disparition. « Ces livres ne riment pas avec notre mode de vie. Ils transgressent la ligne rouge de nos valeurs culturelles, traditionnelles, religieuses. Cela constitue une tache d'huile à l'africanité au vu et au su de tous, sans tenir compte des dangers qui peuvent en découler », regrette-t-il.

Le 27 septembre dernier, le ministre de l'Éducation nationale, Dr Takiddine Youssouf, a reçu une délégation composée d'une part des oulémas issus des différentes locali-

tés de Ngazidja et d'autre part des représentants de la fédération des syndicats de l'éducation nationale. « Nous sommes allés rencontrer le ministre pour lui monter le danger sur les programmes d'enseignement des sciences dans les classes du primaire. Un programme qui fait face ces derniers temps de nos vives critiques », informe le prêcheur dans son discours de ce vendredi en ajoutant que le ministre de l'éducation nationale a remercié les responsables qui ont pris part à la rencontre.

D'après lui, le ministre leur a promis de mettre en place dans les

meilleurs délais, une commission tripartite, composée des responsables du ministère, des enseignants et des oulémas, pour étudier cette question et proposer des mesures à prendre. Mercredi dernier lors du compte rendu du conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement a pris au sérieux cette question. C'était l'occasion pour Houmed Msaidie d'annoncer la tenue d'une semaine sur l'éducation nationale qui aura lieu à Moroni du 23 au 25 novembre prochain.

Ibnou M. Abdou

De nombreux messages à la mémoire de feu Assane Mohamed

La Gazette publie ici quelques extraits de témoignages à travers les réseaux sociaux, de nombreux comoriens affectés par la disparition de Assane Mohamed Ahmed, dont l'enterrement a eu lieu mercredi dernier. Un homme d'une grande amabilité et d'une modestie légendaire. En voici quelques uns.

... De Vouvouni où se trouvait sa résidence principale joliment fleurie à juste titre, fruit d'un héritage familial, demeure située sur notre chemin à Moroni dans divers cafés et autres espaces de discussions, on s'abreuvait tous de ses paroles intelligibles dites avec sens et acuité, de ses réflexions sur le sort du pays et de sa gouvernance en général. Son ton fût toujours amicalement posé, composé avec tant de tenue comme de retenue pour le diplomate honoraire mais chevronné qu'il était.

Son humour était légendaire, d'une finesse extraordinaire. Il était de ce qu'on pourrait qualifier avec excès sans doute, un comorien

complet pour celui qui a son sang issu de l'ensemble de l'archipel; aux côtés d'une remarquable épouse, Tata Amina, fille d'un Grand Commis de la République. Les deux, ils ont formé un couple formidable qui a défié les années, une union sacrée, une des plus belles. On prolongeait nos discussions sur Messenger depuis son installation à La Réunion ces dernières années.

Cette affligeante circonstance, cette perte cruelle nous fait naturellement remémorer avec grande estime les nombreuses qualités qui caractérisaient feu Assane Mohamed ainsi que les valeurs qu'il portait, véhiculait et transmettait. Un homme de principes et de convictions, il le fût résolument. Son ADN en portait cette marque, de manière indélébile. En outre, sur le plan socio-économique et celui des affaires, il s'est quasiment illustré comme pionnier sur la transformation et la valorisation de certains produits de rente avec sa maison d'épices sise à Oasis.

Son indéniable expertise, ses particulières

et hautes compétences professionnelles dont il a toujours su faire preuve avec extrême délicatesse prouvent, au besoin, le parcours riche et enrichissant du défunt, intellectuellement comblé. Ses discussions étaient porteuses de tant d'enseignements, d'intérêts sans commune mesure. Il a fait montre d'un implacable professionnalisme à l'occasion des diverses fonctions diplomatiques et autres missions qu'il a assumées des années durant.

Qu'il puisse être amplement rétribué pour ses services louables rendus à sa partie, ses engagements multiples en faveur de son pays et toutes ses actions socioprofessionnelles.

Pars en paix Monsieur le Consul ...!!!

(Damed Kamardine)

Tu auras eu le privilège de partir sans avoir perdu ton honneur. Fils du député Mohamed Ahmed, qui fut l'une des plus grandes fortunes de ce pays, tu étais né avec une cuillère d'or dans la bouche. Elle aurait pu t'e-

nivrer et t'amener à avoir le verbe haut, à dédaigner et à mépriser les gens modestes. Elle aurait pu t'entraîner à devenir un de ces oisifs verbeux dont regorge ce pays. Dieu t'en a préservé. Tu as travaillé dur en tant qu'entrepreneur toute ta vie. Quand je dis entrepreneur je ne parle pas de ces spéculateurs qui n'ont jamais rien fait d'autre que de placer leur argent. Tu as été dans du concret, tu as pris des risques. Tu as toujours cru à l'avenir de nos cultures de rente qui étaient déjà le business des Ets Mohamed Ahmed dont tu as été le jeune directeur avant de t'installer à ton compte.

On gardera de toi l'image d'une personne patiente, agréable, cultivée, mesurée et apaisante.

Salamu.

(Ali Moindjié)

BANQUE CENTRALE DES COMORES

Devant la presse, le gouverneur Younoussa présente le rapport 2022

Le rapport annuel de la Banque Centrale de l'année 2022 vient de sortir. Après l'avoir remis au chef de l'Etat, le gouverneur de cette institution financière Dr Younoussa Imani, l'a présenté hier devant la presse nationale en affirmant que pour la deuxième année consécutive, la BCC a enregistré en 2022 des résultats exceptionnellement élevés, soit 2,19 milliards FC contre une moyenne de 388,5 millions FC de 2010 à 2020.

Comme chaque année, la Banque Centrale des Comores publie son rapport annuel qui donne généralement une vision détaillée de la situation économique et financière

des Comores ainsi que des réalisations et des initiatives clés de la BCC durant l'année écoulée. « Je suis satisfait des progrès que la banque centrale a réalisés dans l'exécution de ses missions au cours de l'année marquée par la crise en Ukraine », se réjouit Younoussa Imani.

Devant la presse nationale, le gouverneur de la BCC annonce qu'en 2022, la Banque a accompli des progrès significatifs malgré le contexte économique mondial. D'après lui, les réalisations notables incluent l'amélioration du cadre opérationnel de la politique monétaire, la modernisation du système national de paiement et l'accent sur l'inclusion financière pour tous les citoyens comoriens

grâce à une campagne d'éducation financière.

« Pour la deuxième année consécutive, la BCC a enregistré en 2022 des résultats exceptionnellement élevés, soit 2,19 milliards FC contre une moyenne de 388,5 millions FC de 2010 à 2020. Conformément aux statuts actuels de la BCC, 80% des résultats ont été reversés à l'Etat et 20% revenaient à la BCC (soit 437,2 millions FC) pour renforcer les réserves de la Banque », avance-t-il, avant d'ajouter que « en raison de perturbations majeures, telles que l'augmentation des prix de l'énergie et des produits alimentaires suite aux conséquences de la guerre en Ukraine, les Comores ont connu une inflation record de

12,4% en 2022. Malgré cela, l'activité économique s'est inscrite dans le prolongement de la reprise de l'année précédente avec un taux estimé à 2,6% contre 2,2% en 2021 grâce aux mesures de soutien gouvernemental et à l'augmentation des envois de fonds de la diaspora ».

Selon lui, la Banque Centrale s'est également attaquée aux problèmes du secteur bancaire, notamment les insuffisances de fonds propres pour certaines banques ainsi que la résolution des créances douteuses qui ont été considérablement réduites au cours des cinq dernières années. Elle reste déterminée à placer le bien-être de la population au cœur de ses préoccupations et à répondre

aux problèmes actuels tout en anticipant les perspectives économiques futures.

Les perspectives économiques pour l'année 2023 sont optimistes, avec une prévision de croissance économique de 3,5% et une inflation ramenée à 8,4% notamment grâce au soutien de l'activité économique par le Gouvernement et les partenaires au développement. « Malgré les défis économiques aux Comores, nous maintenons notre engagement envers la stabilité monétaire et financière, indispensable au bien-être de la population », dit-il.

Ibnou M. Abdou

SÉCURITÉ DES PATIENTS :

Pouvoirs publics, personnel de santé et patient doivent collaborer

La sécurité des patients est une préoccupation pour la santé publique dans le monde. Dans le but de comprendre et pour mieux sensibiliser la population et le personnel de santé, le sujet a fait l'objet d'un échange au siège des Nations-unies. L'accent a été mis sur la collaboration entre pouvoirs publics, les ressources humaines et le patient en vue d'obtenir un résultat satisfaisant et assurer des soins de qualité.

C'est sous le thème de la sécurité des patients que le café media des Nations-unies s'est tenu hier jeudi 5 octobre à Moroni. Cette réunion a vu la présence des chefs d'agences des Nations-unies à l'instar de l'OMS, l'UNICEF et l'UNFPA. Les échanges ont porté sur la problématique de la sécurité des patients en Union des Comores et la synergie des efforts des agences des SNU pour la sécurité des soins. Le point focal de

la sécurité patient au niveau de l'OMS, Dr Ahamada Msa Mliwa a expliqué que la sécurité des patients est un cadre d'activité qui crée des cultures, des processus, des procédures, des comportements, des technologies et des environnements dans le contexte des soins de santé, aptes à réduire systématiquement et durablement les risques, l'occurrence des préjudices évitables, la probabilité d'erreurs et l'impact des préjudices quand ils se produisent.

« Aujourd'hui, les préjudices subis par les patients en raison de soins à risque constituent un défi de santé publique mondial important et croissant et l'une des plus importantes causes de mortalité et d'incapacité dans le monde. La plupart de ces préjudices sont évitables. Tandis que les pays s'efforcent d'instaurer la couverture sanitaire universelle et d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD), les effets bénéfiques d'un meilleur accès aux services de santé peuvent être com-

promis par les soins à risque. Les incidents liés à la sécurité des patients peuvent entraîner des décès et des incapacités, ainsi que des souffrances pour les victimes et leurs familles », souligne-t-il.

Les avantages que présente l'adoption d'une approche stratégique et coordonnée de la sécurité des patients, s'attaquant aux causes fréquentes des préjudices et aux approches visant à les prévenir, ont été reconnus par les décideurs politiques ainsi que les responsables de la politique et de la santé dans le monde entier. Il était question de mettre l'accent sur le patient et les soins de qualité. Ainsi, la sécurité des patients concerne tout le monde et nécessite la participation active de nombreux partenaires clés, tels que les patients et leurs familles, les organisations gouvernementales, non gouvernementales et professionnelles.

Dans son intervention, le représentant de l'Oms Dr Diarra



Abdoulaye a précisé que pour assurer la sécurité des patients, il faut que les pouvoirs publics, les ressources humaines et le patient collaborent afin d'éviter tout risque. « Il faut qu'il y ait un code de conduite, un personnel bien formé, le patient doit être dans un bon environnement afin d'éviter tout risque qui peut causer préjudice voire associer les

patients et les familles en tant que partenaires pour des soins en toute sécurité. Il est important d'obtenir un résultat grâce à un travail de collaboration, inculquer une culture de la sécurité dans la conception et la prestation des soins de santé», conclut-il.

Andjouza Abouheir

VANILLE

Le prix de la vanille verte se fait toujours attendre

La réunion rassemblant les producteurs, les préparateurs et les exportateurs de la filière vanille se sont rassemblés comme prévu ce jeudi 05 octobre 2023 à la salle de conférence du ministère de l'Agriculture à Mdé. Etaient également présents des organismes comme la Meck Moroni, le ministère des finances et de l'Economie. C'est le ministre de l'Agriculture qui a ouvert la rencontre, insistant sur le fait qu'il appartient aux membres de la filière de s'entendre sur un prix à proposer.

Selon Mme Sitti Chihabidine, un des principaux exportateurs de la place : « La réunion s'est terminée sans un consensus, car il y a des fortes divergences sur les positions de chacun. De l'autre côté en

tant qu'exportateurs, nous avons recommandé que l'Etat comorien s'aligne sur les prix du marché, qui sont ceux qui sont aujourd'hui pratiqués par Madagascar pour la vanille

verte. Nous sommes parfaitement conscients que le prix actuel est trop bas pour rémunérer le travail du producteur. Par conséquent, nous recommandons un prix qui rémunère

le travail fourni par le producteur donc que nous soyons compétitifs sur le marché, nous devons fixer le prix du marché. La différence entre le prix normal et le prix du marché doit être versé aux producteurs sous forme de subvention. Voilà notre position ».

Pour Ismaël Mohamed, le directeur de l'Office Comorien des Produits de Rente (OCPR), il est nécessaire d'être transparent tout au long du processus des prix. Les projections présentées par son organisme au cours de cette rencontre ont montré qu'à l'export, il existe des marges importantes qui ont été effectuées par des exportateurs au niveau des pays comme les Etats-Unis. Par ailleurs, il estime que l'Office doit s'étoffer davantage en matière de prévisions pour un suivi

régulier dans l'écoulement de ce produit phare de notre pays. L'Office est une jeune structure qui compte jouer un rôle important au sein de la filière. Il compte être aux avant-postes dans la prospection de nouveaux marchés.

Si au cours de cette réunion, le consensus n'a pas pu être atteint, il n'en demeure pas moins, qu'il existe toujours des chances pour que les acteurs de la filière arrivent à s'entendre sur un prix plancher accepté par tous. Rappelons qu'il existe quelques 1200 producteurs recensés dans le pays et au cours de la réunion tout le monde a estimé qu'ils constituent l'ossature de la filière et que tout doit être fait pour sa protection et sa valorisation.

Mmagaza





APPEL A MANIFESTATION D'INTERET (AMI)

Pays : Union des Comores

Nom du projet : Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores (PAESC)

Numéro d'identifiant du Projet : P 177646

Numéro de Don : IDA - E0490

Référence du marché : AMI-MOIS01-PAESC

Intitulé du marché : Sollicitation à manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un cabinet pour la **Maîtrise d'œuvre Institutionnelle et Sociale (MOIS)**.

CONTEXTE

L'Union des Comores, par l'intermédiaire du Ministère en charge de l'Energie (le Client), souhaite développer la production d'énergie solaire dans le pays et améliorer la performance de la Société nationale d'électricité SONELEC.

Le projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores (PAESC) se fixe comme objectif de construire des installations de production photovoltaïque (PV) avec stockage sous forme de batteries et d'injecter cette production dans le réseau électrique afin de diversifier le mix énergétique des Comores. La production PV substituera donc la production thermique classique et permettra ainsi de réduire la consommation des énergies fossiles, ici le diesel.

Ce projet soutient les principaux objectifs de la politique énergétique du gouvernement de l'Union des Comores (GdC). Exploiter le potentiel d'énergie solaire du pays améliorera la sécurité énergétique en réduisant la dépendance des Comores au pétrole. Il contribuera à honorer les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris. Enfin la réduction des coûts de production du kWh et l'amélioration de la qualité de fourniture favoriseront l'emploi et le développement économique local.

L'Agence d'Exécution du Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores souhaite alors recruter un consultant pour la Maîtrise d'œuvre Institutionnelle et Sociale (MOIS) relative aux activités du Projet.

Le Maîtrise d'œuvre Institutionnelle et Sociale (MOIS) aura pour missions (i) d'assurer que toutes les Personnes affectées par le projet puissent être compensées, accompagnés conformément aux dispositions des PR du projet, et que toutes ces actions soient réalisées avant le début des travaux. En ce sens le MOIS assure le bon déroulement des procédures de réinstallation prévues dans le PR afin que les conditions de vie des PAPs d'avant le projet soient recouvrées, voire améliorées ; (ii) d'assurer que les parties prenantes des zones d'intervention du projet soit sensibilisées, informées pour s'assurer l'absence de conflit et d'incidents divers, incluant des cas de VBG/Exploitation et d'abus sexuel et Harcèlement sexuel (VBG/EAS-HS) et (iii) que les mesures de MGP soit fonctionnels dans ces zones durant la mise en œuvre des activités

L'Agence d'Exécution du Projet (AEP) invite les Consultants admissibles à manifester leur intérêt et à fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et des expériences pertinentes pour l'exécution des prestations.

PROFIL DU CONSULTANT

Le Consultant doit être une entité spécialisée (Bureau d'études) ou un groupe de bureaux d'étude ou une ONG (Organisation non gouvernementale) possédant au moins 5 années d'expériences générales et ayant réalisé des expériences en gestion d'enjeux sociaux rattachés à des projets d'aménagement notamment des travaux de mise en œuvre de plan de réinstallation involontaire, ou des expériences similaires. Le Cabinet doit avoir une expérience confirmée avec des projets de développement, notamment ceux financés par les bailleurs de fonds internationaux. Le personnel clé de la mission doit comprendre au minimum.

Un Chef de mission : expert en Réinstallation involontaire (Sociologue)

Au minimum 5 ans d'expérience en coordination d'activités de mobilisation sociale, Des expériences en élaboration ou en mise en œuvre de PR et de PGES selon les standards de la Banque mondiale ou similaire sur au moins deux projets.

Intervention permanente

Un(e) juriste foncier

Au minimum 3 ans d'expérience de travail dans le domaine des expropriations. Intervention à temps partiel et ponctuel

Deux Animateurs socioorganisateur

Au minimum 3 ans d'expérience dans le domaine du socioorganisationnel des projets ruraux, d'expérience en matière Au minimum 5 ans d'expériences dans la mise en œuvre de plans de communication destinés à de multiples publics cibles, avec au moins une expérience de mise en œuvre d'un Plan de Mobilisation des Parties Prenantes, d'accompagnement, de structuration de communautés locales.

Intervention permanente

Un technicien topographe

Au minimum 5 ans d'expériences dans les travaux de topographie foncière. Intervention à temps partiel et ponctuel

Les équipes qui interviendront sur terrain doivent également avoir :

Une bonne maîtrise du français écrit et oral, l'anglais serait un atout ;

Un sens marqué de l'organisation, de la responsabilité, de la rigueur et de l'intégrité Le consultant sera une firme ou un consortium de firmes (alignées derrière une firme principale)

Les Consultants devront être aptes à assurer leurs missions dans toutes les îles d'Anjouan, de Mohéli et de Grande Comore ;

CONDITIONS DE SOUMISSION

- L'AEP invite les consultants éligibles à manifester leur intérêt pour être invités à soumettre une proposition complète au stade de l'Appel d'Offre.

- Les consultants intéressés doivent montrer leurs qualifications et capacités à rendre les services attendus en se référant aux informations ci-dessus. Les consultants peuvent et pourront s'associer entre firmes invitées et firmes non-invitées afin d'améliorer leurs qualifications. La Manifestation d'Intérêt (MI) devra être soumise sous forme de PDF attaché, incluant toutes les annexes comprenant les CVs du personnel clé et/ou suggestions-commentaires liés à la méthodologie ou à l'activité. L'intention à ce stade du processus est d'évaluer l'adéquation de la firme aux besoins et la pertinence de l'inviter à participer à l'appel d'offre. Les firmes devront donc concentrer leur réponse sur les critères de qualification notés ci-dessus. Les consultants peuvent s'associer pour améliorer leurs qualifications.

- Les firmes intéressées sont maintenant invitées à soumettre leurs manifestations d'intérêt.

Il est porté à l'attention des Consultants que la procédure de passation des marchés suivie est celle définie dans « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) », quatrième édition, novembre 2020 de la Banque mondiale.

- Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse cidessous pendant les heures de bureau. Le modèle de formulaire d'information à remplir ainsi que les termes de référence détaillés des prestations sont disponibles à l'adresse cidessous et sur le site web de la SONELEC (<https://soneleccomores.com>).

- Le dossier de manifestation d'intérêt, sous enveloppe fermée et avec la mention « **Reference : AMI-MOIS01-PAESC** » composé des documents listés ci-après est à déposer à l'adresse cidessous **au plus tard le 17 octobre 2023 à onze heures (11h00mn) :**

- Lettre de manifestation d'intérêt;
- Formulaire de renseignement dûment rempli ;
- Documents administratifs et fiscaux : copie du document légal de constitution, et de la carte fiscale à jour ;
- Pièces justificatives à l'appui des prestations similaires réalisées durant les trois/quatre dernières années;

- L'adresse de dépôt :

Agence d'Exécution du Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores.

Coordonnateur de l'AEP

Route de Salimani, quartier Sahara.

Moroni – Comores

Tel : +269 7631094/ 3339800

Email : aep.paesc@gmail.com

À Date de publication : le 31 aout 2023

Nota Bene :

- Les dossiers de candidature peuvent être envoyés par courriel à l'adresse mail susmentionnée ci-dessus avec comme objet la référence du présent AMI ;

- A la suite de cet AMI, une liste courte de consultants éligibles seront invités au stade de l'Appel d'Offre sur une base de Termes de Référence qui requerra une proposition complète Technique et Financière pour évaluation.

- Seules les firmes ayant été identifiées pour la liste courte seront notifiées. Il n'y aura pas de débriefing pour les firmes non-éligibles pour la liste courte

COUPE DU MONDE 2030 :

Le centenaire célébré à travers trois continents et 6 nations

C'est inédit dans les annales du sport et du football en particulier. La Coupe du Monde de football de la FIFA 2030, aura lieu à travers trois continents et six nations différentes. Pour le centenaire de la compétition, la FIFA a vu les choses en grand.

Jamais une coupe du monde n'aura porté autant son nom. Six nations (Argentine, Espagne, Maroc, Paraguay, Portugal et Uruguay), trois continents (Afrique, Amérique et Europe) dans l'ordre alphabétique. Le conseil de la FIFA l'organe suprême du football a tranché pour ce format unique en son genre. En réalité, c'est la candidature unique de l'Espagne, du Maroc et du Portugal qui sort grand vainqueur.



L'association des pays sud-américains tient de l'ordre du symbolique, car elle signifie en quelque sorte un retour aux sources, cent ans après la première Coupe du Monde en

Uruguay.

La désignation du Maroc et des deux pays ibériques a été salué par Sa Majesté le Roi du Maroc, Mohammed-VI. « Cette décision du

Comité Exécutif de la Fédération Internationale de Football salue et reconnaît la place de choix du Maroc dans le concert des grandes nations » lit-on dans un communiqué du palais royal. Cette décision de la FIFA s'inscrit dans la logique du président Infantino de casser les barrières dans un monde où la tendance est à la construction des murs pour séparer les peuples. « Dans un monde divisé, la FIFA et le football s'unissent », a déclaré le patron du football mondial.

Et le président de la FIFA de conclure : « En 2030, nous aurons une empreinte mondiale unique, trois continents - l'Afrique, l'Europe et l'Amérique du Sud - six pays - l'Argentine, le Maroc, l'Espagne, le Paraguay, le Portugal et l'Uruguay - qui accueilleront et uniront le

monde tout en célébrant ensemble le beau jeu, le centenaire de la Coupe du Monde de la FIFA ».

Après la célébration de l'attribution de la CAN 2025 il y'a moins de deux semaines, le Maroc fête cette désignation qui est l'aboutissement d'un long combat qui a vu le Maroc s'aligner sur l'organisation de la compétition depuis 1994 à l'exception de celle de 2002. Cette sixième tentative était donc la bonne et c'est tout le continent qui va bénéficier de cette exposition de dimension mondiale. Ce n'est pas par hasard que via sa page Facebook, la Fédération de Football des Comores a tenu à être l'une des premières à féliciter son homologue marocaine.

Imtiyaz

ANJOUAN : PROJET BOXE SCOLAIRE ET FÉMININE

La boxe retournée dans ses gants

La fédération nationale de boxe est en tournée dans l'île d'Anjouan pour des séances de sensibilisation. Depuis ce début de semaine, une équipe menée par Mohamed Bacar, membre de la fédération sillonne l'île pour sensibiliser autour du projet « introduction à la boxe éducative et féminine en milieu scolaire ».

Nassuf Ahmed Abdallah, Houmedi Ahmed, Housmane Toilha et Mohamed Abdou, respectivement maires de Domoni, Tsembehou, Sima et Moya, ont tous chaleureusement accueilli le projet « introduction à la boxe éducative et féminine en milieu scolaire » et ont exprimé leur soutien. Ce projet ambitieux a pour but de promouvoir la boxe comme une activité éducative et inclusive dans les écoles. « La boxe peut enseigner aux jeunes des

valeurs essentielles telles que le respect, la discipline et la confiance en soi. Il vise également à encourager la participation des femmes dans ce sport souvent perçu comme étant réservé aux hommes », rappelle le secrétaire général de la FCB. Et de poursuivre : « Grâce au financement de l'ambassade de France, ce projet pourra être mis en œuvre et bénéficier aux élèves des écoles d'Anjouan ». Les séances de boxe éducative seront supervisées par des entraîneurs qualifiés et se dérouleront dans un environnement sûr et adapté, selon le chargé de la sensibilisation sur le projet.

La réaction positive des maires démontre l'importance que la communauté accorde à l'éducation et aux activités sportives. Ils reconnaissent les avantages de ce projet et sont prêts à collaborer avec la Fédération Comorienne de Boxe pour sa réussite. « La boxe éducati-

ve peut offrir aux jeunes des opportunités d'apprentissage uniques et contribuer à leur épanouissement personnel », soulignent les trois maires. Le projet "Introduction à la Boxe Éducative et Féminine en Milieu Scolaire" bénéficie d'un soutien solide de la part des maires d'Anjouan. « Nous avons hâte de voir les résultats positifs de cette initiative et de la transformation qu'elle apportera à la vie des élèves », indique M. Chaehoi, Maire d'Ouani. La boxe éducative est bien plus qu'un simple sport, c'est un outil puissant pour éduquer et habiliter les jeunes.

« Plus d'une quinzaine de clubs dans l'île d'Anjouan feront partie du répertoire de la fédération comme clubs affiliés à la FCB à l'assemblée 2023 » indique le SG. En effet, il rappelle que « la boxe est un art martial qui peut être pratiqué par tous, hommes et femmes,



jeunes et moins jeunes. Elle permet de développer la discipline, le courage et la confiance en soi ». « Cette tournée de sensibilisation et la cérémonie de distribution de kits est une occasion unique pour les habitants

de l'île d'Anjouan de découvrir ou de redécouvrir la boxe, et peut-être d'encourager de nouveaux talents à émerger » fait entendre Ahmed Bacar.

Nabil Jaffar



3E ÉDITION NYORA :

Keïla, le temps des remerciements

A la place Badjanani, la deuxième finaliste de la troisième édition du concours Nyora, Keïla Madi, s'est présentée détendue et souriante, accompagnée de son équipe de soutien pour remercier ceux qui l'ont soutenu et voté pour elle.

Avant la séance question-réponse avec l'équipe Masiwa 269, la lauréate a effectué un tour de quartier pour découvrir la médina. Une tournée découverte saluée par le maire de la capitale, Abdoufatah Said. Ce dernier a rappelé le courage de tous les candidats et celui de Keïla plus

particulièrement. « A travers son statut d'enfant de la Diaspora, Keïla a prouvé que notre pays regorge de talents. Et nous sommes dans l'obligation de les soutenir et de leur montrer qu'au pays, il y a des gens sur lesquels ils peuvent compter », fait savoir le maire de la capitale citant Keïla comme une « ambassadrice de notre culture ».

Si Keïla est dans Nyora aujourd'hui, il est a rappelé que cette dernière est une chanteuse confirmée qui fait les tours entre la France, l'Angleterre et l'Île de La Réunion où elle y réside. « Ma participation dans Nyora m'a permis de découvrir mes

îles (Les Comores). C'est la première fois que je viens ici et je suis bien accueillie. Je ne peux qu'exprimer de la joie et de la reconnaissance », explique celle qui annonce la préparation de son Ep (extended play) hors de sa participation au concours.

Devant un parterre de gens, la lauréate s'est produite accompagnée de Moumtaz un jeune artiste comorien lui aussi installé en France. Une séance scénique précédée d'un jeu quizz pour gain de lots.

A.O.

UNION DES COMORES

.....
Unité-Solidarité-Développement

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN GESTION FINANCIERE ET COMPTABLE



Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un don du Fonds Africain de Développement (FAD) pour financer le Projet d'Appui à la Soutenabilité de la Dette Publique (PASDP), et a l'intention d'utiliser une partie des sommes allouées pour financer le contrat de prestation de services d'un **Spécialiste en Gestion Financière et Comptable** au sein de l'Unité de Gestion du PASDP.

Missions

Sous l'autorité du coordonnateur du PASDP, le Spécialiste en Gestion Financière et comptable aura pour mission d'assurer la gestion administrative et d'apporter son concours en tout ce qui concerne les questions de gestion financière et de comptabilité dans le cadre du projet PASDP. Il sera chargé d'exécuter les prestations ci-dessous :

Tâches de gestion administrative

- S'assurer de la bonne tenue du fichier du personnel du projet et de la conservation des différents contrats de travail;
- Etablir et suivre le planning annuel des congés;
- Préparer et aider à l'évaluation de performance du personnel;
- S'assurer du bon suivi administratif et financier des différents contrats avec les partenaires
- S'assurer du bon suivi des contrats et polices d'assurances
- Veiller à la bonne gestion du parc automobile, des équipements, des stocks et des valeurs;
- Superviser les travaux d'inventaire physique, de codification et d'étiquetage des immobilisations ;
- Veiller à la bonne tenue du répertoire de fournisseurs agréés ;
- Veiller à la bonne exécution des commandes / approvisionnements.
- Assurer le rôle de conseiller du Coordonnateur pour toutes les questions de gestion administrative du projet.

Tâches de gestion financière

- Assister les différents services, antennes et structures dans la préparation de leur budget sur la base de leur plan d'activités annuel ;
- Consolider les budgets (fonctionnement, investissement, général, trésorerie) en indiquant d'une part, les personnes et les structures responsables et d'autre part la date limite des travaux en conformité avec le calendrier budgétaire ;
- Suivre et contrôler l'exécution du budget approuvé ;
- Analyser les écarts par comparaison des réalisations et prévisions, rechercher leur cause, informer les responsables et proposer les mesures correctives appropriées ;
- Veiller à l'élaboration des prévisions de trésorerie à partir du budget, à les actualiser à partir des informations et des données réelles des calendriers d'activités périodiques et à l'établissement des budgets de trésorerie périodiques ;
- Veiller à l'alimentation du compte spécial par le biais des demandes de remboursements (DRF) ou des rapports financiers périodiques ;
- Veiller à la bonne gestion des fonds propres que certaines activités du Projet pourraient dégager ;
- Viser les bons de commandes pour attester de l'existence des allocations budgétaires ;
- Contrôler les pièces à régler et les pièces de règlement ;
- Orienter des règlements des factures, viser les pièces afférentes et co-signer les chèques et les ordres de paiement ;
- Suivre et contrôler les mouvements et les positions des comptes bancaires à travers les états de rapprochement bancaire dûment établis par l'Assistant Administratif et Financier ;
- Arbitrer en matière de règlement des échéances ;
- Suivre les engagements de dépenses et les décaissements ;
- Définir et suivre les indicateurs financiers
- Suivre et contrôler les sorties de fonds au niveau de la

- caisse de menus dépenses ;
- Effectuer des contrôles de caisse inopinés;

Tâches de gestion comptable des ressources financières

- Confection d'un plan comptable et d'un plan budgétaire du projet conformément au manuel des procédures et au système comptable en vigueur ;
- Tenue de la comptabilité du projet ;
- Gestion du compte spécial et fonds de roulement (demande de décaissement, paiement par chèque, caisse, ordre de virement) et suivi paiements directs ;
- Gestion et inventaire des immobilisations ;
- Programmation financière et suivi de son exécution ;
- Participation à l'élaboration du rapport trimestriel ;
- Édition des états comptables (grand livre, balance, bilan) ;
- Vérification, classement et archivage des pièces comptables et autres justificatifs ;
- Contrôler et coordonner les activités comptables et d'exploitation ;
- Veiller à la mise en œuvre et au respect des procédures et normes comptables en vigueur ;
- Préparer le reporting trimestriel des informations financières (Rapports de Suivi Financier-RSF);
- Production des états annexes aux états financiers annuels que sont les états d'inventaire physique des immobilisations, l'état de rapprochement des décaissements, les états de rapprochement des comptes bancaires, l'état de réconciliation du compte spécial,
- Produire un tableau de bord mensuel,
- Veiller à l'établissement de la situation mensuelle de trésorerie réelle et prévisionnelle du projet ;
- Préparer les travaux de fin d'exercice et produire les états de synthèse de fin d'exe;
- Veiller au bon classement et à l'archivage des pièces comptables ;
- Veiller au bon fonctionnement du logiciel comptable et s'en approprier ;

Travaux de rapprochement des comptes bancaires :

- Élaboration des états de rapprochement des comptes bancaires chaque mois ;
- Élaboration de l'état de réconciliation du compte spécial à joindre aux états périodiques de suivi et aux états financiers annuels du projet
- Tenue d'un livre ou fichier Excel des sorties des chèques avec leur numéro, montant, date et bénéficiaire.

Tâches spécifiques de contrôle-supervision

- Assurer le respect des règles et le suivi des procédures administratives, financières et comptables ;
- Veiller à l'actualisation du manuel de procédures administratives, financières et comptables si de nouvelles réalités de travail l'exigent ;
- Assurer la bonne préparation du Projet pour les audits financiers externes ;
- Veiller à l'application effective des recommandations issues des audits financiers externes et des missions de supervisions de la Banque.
- Vérification de l'éligibilité des dépenses ;
- Vérification de la pertinence des factures (avec bordereaux de livraison, bons de commande, réception effective, contrats, etc.) ;
- Vérification du respect des procédures d'acquisition ;
- Rapprochement de la liste des biens et services acquis avec l'état des immobilisations, l'inventaire physique, les marchés signés et les factures des fournisseurs, et mettre à jour la liste sur le registre des immobilisations.

Liaisons hiérarchiques et fonctionnelles

Le Responsable Administratif et Financier est sous la supervision directe du Coordonnateur.

Liaisons extérieures

- Etablissements bancaires ;

- Administration fiscale ;
- Trésor public ;
- Auditeurs externes et internes, et autres consultants externes ;
- Autres.

Qualifications professionnelles et académiques

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire (Bac + 5 ans minimum) en science de gestion (comptabilité, finances ...);
- Avoir au minimum sept (5) ans d'expérience professionnelle dans le secteur de la gestion et au moins cinq (3) ans de responsabilité de gestion dans une structure privée ou publique ou dans un projet ou programme de développement ; avoir exercé le poste de RAF pour au moins une période de 2 années.
- Avoir une bonne connaissance pratique des procédures et systèmes de gestion financière et comptable nationales et des principaux bailleurs de fonds.
- La connaissance des procédures de gestion financières et comptables des Bailleurs de Fonds constitue un atout ;
- Avoir une bonne connaissance de l'outil informatique et une connaissance approfondie des différents logiciels et navigateurs courants (World, Excel, PowerPoint, logiciels de gestion, Exploreur, Outlook ...)
- La connaissance des différents logiciels de gestion financière et comptable constitue un atout ;
- Être capable d'exploiter des documents en anglais ;
- Avoir une aptitude à travailler en équipe et sous pression ;
- Avoir un esprit d'initiative et une rigueur dans le traitement des dossiers

DUREE DU CONTRAT :

La durée du contrat est de 36 mois conformément à la période prévue de mise en œuvre du PASDP. Le contrat est de type « **prestation de services** » dont les modalités de rémunération et sa continuité sont conditionnées par le niveau de performance du **Spécialiste en Gestion Financière et Comptable** sur ses diligences audit contrat.

LIEU D'AFFECTATION

- Le lieu d'affectation est le siège du PASDP à Moroni

CRITERES DE PERFORMANCE

Les performances du Comptable seront mesurées, entre autres, suivant les critères ci-après :

- le respect des procédures de contrôle interne.
- Qualité du suivi budgétaire, financier et comptable du projet ;
- Qualité de respect des délais de production des informations financières et comptables du projet ;
- Qualité de la gestion de trésorerie du projet ;
- Qualité du suivi des procédures de contrôle interne ;
- Approbation des comptes rendus annuels, des états certifiés de dépenses, des Rapports Financiers Intérimaires par les auditeurs extérieurs.

PROCEDURE DE SELECTION

Le Spécialiste en Gestion Financière et Comptable sera sélectionné conformément aux procédures de recrutement des projets financés par le FAD, notamment par une présélection sur dossier suivi d'un entretien. Il devra être libre de tout engagement et sera employé à temps plein.

Les candidats qualifiés et intéressés par ce poste devront déposer une demande écrite en français avec un CV détaillé et les copies légalisées des diplômes et attestations d'emploi joints en mentionnant sur l'enveloppe « **PASDP+ la référence du poste** » à l'adresse : **Direction générale de la Comptabilité Publique et du Trésor, quartier Djoumoi Mджи. Téléphone +269 323 90 93/ 462 91 93 au plutard le lundi 09 octobre 2023 à 12h 30**

Le Coordonnateur du PASDP

Le ministre de l'aménagement du territoire chargé de l'urbanisme et des affaires foncières Afretane Youssoufa a effectué une visite de travail le 2 octobre dernier dans la région de Djando à Mohéli. L'objectif était de voir l'évolution du chantier de la route Wanani- Nioumachoi. Quelques recommandations ont été faites par le Ministre mais plus de 67% des travaux ont été réalisés.

Accompagné du directeur régional des travaux publics et celui de l'aménagement du territoire, le Ministre Afretane Youssoufa s'est rendu à Wanani et à Nioumachoi comme chaque fin de mois pour voir l'état d'avancement du chantier de cette route en pleine réhabilitation par l'entreprise chinoise CGC. Il s'agit de voir de plus près les difficultés qui peuvent gêner les travaux, mais aussi les problèmes qui pourraient nuire à la durabilité de cette route. Trois soucis sont soulevés par le Ministre de l'aménagement du territoire. D'abord le rond-point de Wanani dont la forme

RÉHABILITATION DE LA ROUTE WANANI – NIOUMACHOI

Près de 70% des travaux déjà réalisés



triangulaire empêche les voitures qui veulent tourner vers la gauche pour se rendre à Mlabanda. Ensuite la stabilisation des couches de base en cette période pluvieuse et enfin les caniveaux.

En effet à Nioumachoi, les habi-

tants craignent un débordement des eaux en cas des fortes pluies. « Nous reconnaissons votre détermination pour une bonne durabilité de cette route mais ici à Nioumachoi il y a certains caniveaux à modifier pour l'évacuation des eaux » a expliqué

un jeune de Nioumachoi lors de cette visite.

Selon les responsables chinois, les travaux d'enrobage débuteront d'ici fin octobre et auront une durée de deux mois et demi, sur une fréquence d'enrobage de 300 mètres

par jour. Durant cette période la route devrait être fermée à 100%, ce qui nécessite beaucoup de patience pour le bon déroulement des travaux.

« Effectivement les chinois nous ont fait part de cette décision mais nous allons étudier ce dossier et voir comment procéder à ces travaux car il n'est pas tout à fait normal de fermer la route pour une période de deux mois et demi. Cela va paralyser l'économie locale même si les voitures en partance de Nioumachoi vers Fomboni peuvent être dérivées vers Miringoni, mais cela ne sera pas le cas pour les agriculteurs » estime le ministre Afretane Youssoufa. Les travaux globaux de ce projet financé par le gouvernement chinois sont déjà exécutés à plus de 67% selon les responsables.

Riwad

JOURNÉE MONDIALE DES ENSEIGNANTS :

30 jours d'activités éducatives et de sensibilisation

A l'occasion de la célébration de la journée mondiale des enseignants, l'association ViaDuQ, en partenariat avec les éditions horizons émergents et le Rotary club de Moroni, lance une campagne de 30 jours d'activités d'éducation et sensibilisation visant à mettre en lumière des enseignants modèles et encourager l'expression de la gratitude et du respect des élèves envers leurs éducateurs.

Comme chaque année, ce 5 octobre, le monde célèbre la journée mondiale des enseignants, une initiative créée conjointement par l'UNESCO et l'organisation internationale du travail (OIT). Cette journée vise à reconnaître l'importance des enseignants dans le développement de la société et dans la vie des individus. Aux Comores, l'association ViaDuQ, en partenariat avec les éditions horizons émergents et le Rotary club de Moroni, n'a pas manqué l'occasion en lançant une campagne de 30 jours d'activités d'éducation et sensibilisation visant à mettre en lumière des enseignants modèles et encourager l'expression de la gratitude et du respect des élèves envers leurs éducateurs. C'était l'occasion pour ces enfants de comprendre l'essentiel de cette journée.

« Les enseignants jouent un rôle important dans la société. Ils transmettent le savoir, ils forment les esprits, ils inspirent les jeunes. Ils contribuent en premier à construire un monde meilleur, en donnant aux enfants les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour réussir dans la vie. Le métier d'enseignant est donc un métier noble et exigeant. Il demande des compétences pédagogiques, une passion pour l'enseignement, une

grande capacité d'adaptation, et un immense sacrifice. Pourtant les enseignants sont souvent confrontés à des défis, notamment les salaires bas, les dénigrements et les conditions de travail parfois difficiles. Mais, ils continuent à se dévouer à leur profession, avec passion et conviction. C'est pourquoi il est important de respecter les enseignants », a rappelé Sandia Darouèche, directrice de cette école. Et d'enchaîner : « Nous avons au cours de cette édition honoré 5 enseignants modèles, dont 4 issus des différents niveaux de l'enseignement : la maternelle, le primaire, le collège et le lycée. Et une distinction spéciale attribuée à une personnalité hors catégorie qui eut un parcours exemplaire dans l'éducation ».

Cette journée est aussi l'occasion de se rappeler la mémoire de deux enseignants inoubliables : le feu Ali Mze Hamadi l'ex directeur de GSFA et Aboubacar Said Salim, qui nous ont quittés cette année et qui ont laissé derrière eux un vide

immense et des souvenirs qui ne s'éteindront jamais. « Notre engagement ne s'arrête pas aujourd'hui, que nous célébrons. Nous souhaitons intensifier notre appui à l'éducation aux Comores », indique à son tour Ali Mfoungoulié Nilda, présidente de l'association ViaDuQ.

De son côté le représentant des éditions horizons émergents

Mohamde Ali Chahidi montre l'importance de l'éducation en se référant de l'expression de Nelson Mandela. « Nelson Mandela le disait fort : "L'éducation est l'arme la plus puissante que l'on puisse utiliser pour changer le monde". Cela signifie combien il est primordial de travailler sur le secteur de l'éducation afin qu'il puisse servir de moteur du

développement durable. Raison pour laquelle il était important pour notre organisation de célébrer cette journée », insiste-t-il. A la fin de la cérémonie Said Jaffar El-Macelie a été honoré en cette première édition des distinctions « Fundi Mlezi »

Nassuf Ben Amad



AVIS DE RECRUTEMENT

Le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) œuvre pour un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sans danger et le potentiel de chaque jeune est réalisé.

Le bureau Pays de l'UNFPA Comores se propose de recruter un(e) Consultant(e) National (e) chargé(e) d'appuyer l'élaboration du cadre d'investissement pour la Réduction de la mortalité maternelle, la Planification Familiale et les violences basées sur le genre à l'horizon 2030

Poste basé à Moroni

Consultant(e) National(e)

Les termes de références détaillés peuvent être consultés sur le lien suivant :

<https://www.comoros.unfpa.org>

La date limite de soumission des candidatures au Bureau UNFPA Moroni ou par mail est le **13 Octobre 2023 à 12h00**.

Les candidats sont invités à postuler en envoyant les dossiers au Bureau UNFPA ou à

l'**email** (recrutement.unfpa.comores@unfpa.org) avant la date de clôture.

Remarques :

- Il n'est demandé le paiement de frais à aucun stade du processus de recrutement.
- UNFPA ne sollicite, dépiste ou discrimine sur la base du statut de VIH/SIDA.
- L'UNFPA promeut l'égalité des chances incluant les personnes vivant avec un handicap et l'égalité de genre. Les candidatures féminines qualifiées sont encouragées.
- Veuillez noter que l'UNFPA ne contactera que les candidats qui auront été présélectionnés et se réserve le droit de suspendre ou d'annuler le processus de recrutement.

UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN PASSATION DES MARCHES

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un don du Fonds Africain de Développement (FAD) pour financer le Projet d'Appui à la Soutenabilité de la Dette Publique (PASDP) et a l'intention d'utiliser une partie des sommes allouées pour financer le contrat de prestation de services d'un Spécialiste en Passation de Marchés au sein de l'Unité de Gestion du PASDP.

Missions

Sous l'autorité du coordonnateur du PASDP, le spécialiste en passation des marchés aura pour mission d'apporter son concours à tout ce qui concerne les questions d'acquisition et de passation de marchés. Le spécialiste en passation des marchés sera :

- Responsable de la gestion de la passation des marchés comprenant (i) la planification des opérations de passation des marchés, (ii) le suivi de l'avancement, (iii) l'analyse des écarts entre les réalisations et le plan de passation des marchés ;
- Responsable de la qualité de l'ensemble du processus d'acquisition ;
- Conseiller et alerteur sur les délais requis à chaque étape de la procédure ainsi que le contenu des cahiers des charges et termes de références des activités prévues pour la mise en œuvre du Projet ;
- Responsable de l'établissement de tous les rapports d'activités prescrits par le manuel des procédures d'acquisition, mais également de tout autre rapport que le Bailleur ou la Direction Générale des Marchés Publics pourrait demander dans le cadre de l'exécution du projet ;

TACHES**En ce qui concerne la Programmation ;**

- Ouvrir et tenir à jour un répertoire de fournisseurs et des entreprises capables de fournir les biens, travaux et services nécessaires à l'exécution du Projet en respectant les procédures de sélection prévues dans les accords de financement ;
- Établir et tenir à jour un bordereau des prix unitaires les plus usuels ;
- Actualiser le plan de passation des marchés initial et le tenir à jour systématiquement suivant l'avancement du processus et le changement éventuel des dispositions sur les acquisitions ;
- Mettre en œuvre le plan de passation des marchés, et s'assurer le respect du calendrier des acquisitions.

2. En ce qui concerne la préparation des dossiers d'appel d'offre/demandes de proposition

- Appuyer les responsables techniques et les bénéficiaires dans l'élaboration des termes de référence, des spécifications techniques, en veillant au respect des principes fondamentaux de la passation des marchés ;
- Assurer, en collaboration avec les services techniques concernés (critères techniques), la préparation des DAO et la demande de proposition conformément aux dossiers standards d'appel d'offres prévus ;
- S'assurer que les dossiers ont reçu les approbations nécessaires au niveau national et auprès de la BAD, suivant le cas ;

3. En ce qui concerne la passation des marchés

- S'Assurer que le lancement des appels d'offres et les consultations sont effectués dans les normes internationales et les délais impartis ;
- Appuyer dans l'analyse et la réponse aux demandes d'éclaircissement pendant la période de soumission ;
- Superviser et appuyer la personne chargée d'enregistrement des offres reçues avant la date et heure limite de remise des offres et tenir un cahier d'enregistrement des offres ;
- Participer aux séances d'ouverture des offres/propositions, et aux séances d'évaluation, de négociations

et d'attributions des marchés. Animer l'équipe rattachée aux différentes commissions de la chaîne d'évaluation, d'attribution, de commande et de réception des biens, services et travaux prévus pour la mise en œuvre du Projet ;

- Élaborer tous les documents résultant des évaluations des offres/propositions, et les présenter aux instances concernées pour approbation et validation ;
- Veiller à l'établissement des rapports d'évaluation des offres et s'assurer que ceux-ci reçoivent les approbations nécessaires ;
- Préparer les marchés et veiller à ce qu'ils soient approuvés, signés, visés et notifiés selon le code d'éthique et dans les meilleurs délais ;
- S'assurer que les soumissionnaires non retenus reçoivent les informations nécessaires ainsi que leurs cautions de soumission aussitôt après la décision d'attribution des marchés ;
- Assurer le respect des étapes du processus de publication de passation des marchés conformément à la législation en vigueur et du manuel de procédures ;

4. En ce qui concerne le suivi de l'exécution des marchés;

- Suivre l'exécution et la gestion des différents contrats de marchés (transmission des marchés signés aux entités concernés, tenue de la fiche de suivi et des registres des marchés), et appuyer chaque responsable pour la tenue de la gestion des contrats qu'on lui confère ;
- Organiser avec l'association des responsables en suivi-évaluation, les séances de validation des rapports des consultants ;
- Organiser les travaux de commissions de réception des travaux avec l'ingénieur du projet, et de s'assurer que tous les documents nécessaires à cette réception soient bien établis et que toutes les dispositions contractuelles soient correctement suivies ;
- Organiser les commissions de réception des fournitures et s'assurer que les conditions de ces derniers soient conformes aux qualifications requises par la norme internationale (quantité, qualité, spécifications techniques et délai de livraison) ; et établir par la suite les procès-verbaux de réception.
- Prendre toutes les dispositions pour que les biens et services soient livrés et entreposés en sûreté aux endroits et dates précises ; - Suivre la réception des prestations et des fournitures ;
- Gérer les différentes cautions et retenues et procéder à ses restitutions auprès des attributaires des marchés après l'exécution du contrat (provisoire et définitive) ;
- Mettre en place des outils de gestion des marchés adaptés à chaque nature du marché ;
- Développer des mécanismes de suivi de l'exécution des contrats ;
- Développer les mécanismes, procédures et pratiques nécessaires à l'intégrité du système de passation des marchés dont le système de classement ;
- Mettre en place un système de classement des dossiers de passation des marchés en vue de permettre toute revue a posteriori de la BAD et toute autre entité compétente ;
- Assurer le rôle de conseiller en passation de marchés pour tous les membres de l'équipe à toutes les phases du processus d'acquisition de biens, de services ou de réalisation des prestations ;
- S'acquitter de toute autre tâche non précisée mais nécessaire à la bonne gestion des acquisitions du projet.

PROFILS REQUIS

- Un diplôme supérieur en minimum Bac+ 4, équivalent à une maîtrise ou un niveau équivalent attesté par des documents en bonne et due forme, dans un domaine pertinent, notamment : en droit, gestion, économie, administration, sciences sociales, architecture, Ingénierie ou tout autre domaine connexe. Un certificat en passation des marchés sera considéré comme un atout.



- Au moins 5 années d'expérience professionnelle pertinente en passation de marchés avec une connaissance avérée et expérience pratique de l'acquisition de biens et travaux et l'acquisition de services de consultants dans le cadre des conditions de financement des donateurs ;
- Expérience dans le domaine des acquisitions au sein de projets financés par des bailleurs de fonds multilatéraux ou par le Fonds africain de développement (FAD) ;
- La connaissance des règles et procédures de la Banque africaine de développement et du cycle de projets serait très appréciée ;
- Capacité à travailler en équipe ;
- Une bonne capacité à travailler sous pression et dans les délais.
- Aptitude à utiliser les applications standards de Microsoft Office.
- Une bonne connaissance du français de même qu'une aptitude à communiquer oralement et verbalement aussi bien avec les responsables du projet, que la hiérarchie et les collègues ;
- Une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la Passation de marchés publics.

DUREE DU CONTRAT :

La durée du contrat est de 36 mois, conformément à la période prévue pour la mise en œuvre du PASDP. Le contrat est de type « prestation de services » dont les modalités de rémunération et sa continuité sont conditionnées par le niveau de performance du SPM sur ses diligences audit contrat.

LIEU D'AFFECTATION

Le lieu d'affectation est le siège du PASDP basé à Moroni.

CRITERES DE PERFORMANCE

Les performances du Spécialiste en Passation des Marchés seront mesurées, entre autres, suivant les critères ci-après :

- la maîtrise et le respect des procédures de passation des marchés de la Banque et des procédures nationales de passation des marchés ;
- le taux d'exécution du Plan de passation des marchés ;
- le respect des délais d'exécution du Plan de passation des marchés ;
- la qualité des dossiers d'appel d'offres, des demandes de propositions et des contrats élaborés ;
- la qualité de l'archivage des dossiers de passation des marchés ;
- la soumission régulière des rapports trimestriels sur la situation des acquisitions.

PROCEDURE DE SELECTION

Le Spécialiste en Passation des Marchés sera sélectionné conformément aux procédures de recrutement des projets financés par le FAD, notamment par une présélection sur dossier suivi d'un entretien. Il devra être libre de tout engagement et sera employé à temps plein.

Les candidats qualifiés et intéressés par ce poste devront déposer une demande écrite en français avec un CV détaillé et les copies légalisées des diplômes et attestations d'emploi joints en mentionnant sur l'enveloppe « PASDP+ la référence du poste » à l'adresse : **Direction générale de la Comptabilité Publique et du Trésor, quartier Djoumoi Mdji. Téléphone +269 323 90 93/ 462 91 93 au plus tard le lundi 09 octobre 2023 à 12h 30**

Le Coordonnateur du PASDP